



## ■ BREVE D'INFORMATIONS

### *La mondialisation n'est plus ce qu'elle était :*

### *Les derniers rapports de la CNUCED sur les investissements*

Les derniers rapports sur l'investissement de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) fournissent des statistiques qui montrent l'ampleur de la mondialisation survenue depuis une trentaine d'année mais qui plafonne depuis la crise des *subprimes*, même si celle-ci n'est pas la seule cause du ralentissement. Au-delà de l'aspect conjoncturel, la COVID-19 ne fait qu'accentuer ces tendances.

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) ont été multipliés par 7 entre 1990 et 2005 mais ils ne progressent guère depuis, moins de 10 % en quinze ans : 1 740 milliards de dollars en 2019, 1 414 milliards l'an dernier. L'apport des IDE à l'investissement global n'est plus que de 0,7 % contre 1,14 % en 2005.

Les sociétés multinationales maintiennent leur place dans l'économie mondiale en détenant aujourd'hui à l'étranger 112 trillions de dollars d'actifs et en réalisant un chiffre d'affaires de près de 32 trillions de dollars. Mille multinationales possèdent plus de 12 000 sites liés aux chaînes de valeurs. Mais, là aussi, la croissance décélère. La part de l'étranger dans l'activité des transnationales plafonne à 65 % depuis 10 ans. Produits pharmaceutiques et nouvelles technologies de l'information ainsi que l'arrivée d'acteurs non occidentaux (Chine, Corée, Taïwan...) permettent de maintenir le niveau atteint mais par substitution à d'autres secteurs qui régressent. Le taux de rentabilité n'a cessé de décliner de la même façon (6,7 % contre 9 %) et les fusions-acquisitions transfrontières se font plus rares.

Il est donc clair qu'un infléchissement à la mondialisation est survenu durant la première décennie du siècle. Cette évolution n'est pas due aux seules crises économiques à répétition, comme celles de 2007 – 2018 ou l'actuelle mais résultent de tendances de fond.

Les nouvelles technologies changent profondément les chaînes de production mondiales car elles remettent en cause les modèles traditionnels. Le numérique remplace les « briques et le mortier » des usines ; l'investissement cède la place aux licences, franchises, à des partenariats techniques et commerciaux pérennes... Les industries traditionnelles se sont mises à digitaliser leurs processus de production mais sans, à ce stade, changer en profondeur l'organisation spatiale de la production. Les effets des nouvelles technologies sont appelés à s'amplifier.

L'ambiance sur la planète n'est plus au multilatéralisme universel, mais à la compétition frontale, au régionalisme voire au bilatéralisme. Le découplage recherché



par les Américains, l'autonomie voulue par les Chinois, le « *make in India* », le fonds d'aide au rapatriement des entreprises du Japon illustrent cette tentation ou ces tentatives de repli sur soi. En réponse à la crise de 2007/2008, les dirigeants s'étaient montrés soucieux de préserver la liberté des échanges en prenant des engagements et en assurant leur suivi. Le G20 n'avait pas voulu alors reproduire les erreurs protectionnistes des années 30 face à cette crise financière d'origine américaine.

La retenue au plan commercial et un suivi rapproché par les organes multilatéraux compétents étaient la règle. Nous n'en sommes plus là. Le G20 se montre aujourd'hui moins résolu que douze ans plus tôt à contrer le protectionnisme, à protéger le multilatéralisme.

Les nouvelles exigences de responsabilités environnementales, sociales et de gouvernance changent aussi la donne. Elles le feront plus encore à terme. Il en va ainsi des risques climatiques qui peuvent perturber les cycles de production, des modifications, des réglementations, des coûts de production et de transports, des taxes domestiques et douanières entraînés par la décarbonation qui vont dans le sens d'un raccourcissement ou de substitution dans les chaînes de valeurs.

Le rapport d'octobre 2020 de la CNUCED reflète la violence du choc sanitaire sur l'économie mondiale. Du premier semestre 2019 au premier semestre 2020, les Investissements Directs Étrangers ont été divisés par deux en valeurs. Les pays développés sont les plus affectés, avec une chute de 75 %. Celle des États-Unis (58%) est presque quatre fois plus importante que celle enregistrée par le monde émergent, cinq fois que pour l'Asie (16%) et même deux fois plus que l'Afrique (25%). La Chine voit les flux entrants baisser de 4 % seulement. Au premier semestre 2019, les États-Unis représentaient 17 % et la Chine 10 % des IDE mondiaux, un an plus tard, les taux respectifs sont de 13 et 19 %. Ces chiffres sont impressionnants à un moment où guerre économique et virus font bon ménage.

Ces chiffres sont à prendre avec précaution car de gros investissements, des transactions majeures faussent la comparaison d'un pays à l'autre, d'une année à l'autre. Mais, ces précautions (majeures) prises, ils restent un bon indicateur de la résilience des États, de l'efficacité des mesures prises pour attirer ou conserver les investisseurs, des effets à attendre de ces IDE sur les capacités futures de production.

SD